

Registre des activités de traitements de données personnelles de la Délégation à la sécurité routière

Responsable de traitement :

La Déléguée à la Sécurité Routière

Coordonnées :

Délégation à la sécurité routière

Place Beauvau

75800 Paris Cedex 08

donnees-personnelles-dsr@interieur.gouv.fr

Délégué à la protection des données : le délégué ministériel à
la protection des données

Coordonnées :

M. le délégué ministériel à la protection des données

Ministère de l'intérieur et des outre-mer

Place Beauvau, 75800 Paris

delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr

Table des matières

Activité n°1 : Actions transversales et ressources	6
Activité n°1-1 : Gestion des ressources humaines	6
Activité n°1-2 : Gestion du parc informatique.....	9
Activité n°1-3 : Suivi des demandes d'exercice de droits RGPD.....	10
Activité n°1-4 : Suivi des incidents SSI.....	11
Activité n°1-5 : Registre des violations de données	12
Activité n°1-6 : Engagements SI des collaborateurs	13
Activité n°1-7 : Suivi des animateurs régionaux.....	14
Activité n°1-8 : Suivi des coordinateurs départementaux.....	15
Activité n°1-9 : Marchés publics.....	16
Activité n°1-10 : État de frais	17
Activité n°1-11 : Habilitations au site du MIOM.....	18
Activité n°1-12 : Annuaire / trombinoscope	19
Activité n°1-13 : Suivi des demandes d'attribution de terminaux NOEMI.....	20
Activité n°1-14 : Suivi des correspondants club d'entreprise	21
Activité n°1-15 : Plan de Continuité d'Activité	22
Activité n°2 : Contrôle sanction automatisé	23
Activité n°2-1 : SIDCA – Collecte des données d'identification des utilisateurs du SIDCA pour le système d'authentification	23
Activité n°2-2 : SIDCA – Collecte des données d'identification des contacts gestionnaires de voirie à impliquer dans un projet de déploiement de radar	24
Activité n°2-3 : SIDCA – Suivi du déplacement des voitures-radars externalisées pour le pilotage des parcours	25
Activité n°2-4 : SIDCA – Collecte et anonymisation des photographies de panneaux de signalisation routière pour le système de détermination des VLA	26
Activité n°2-5 : SIDCA – Collecte par les radars tronçons des clichés horodatés des véhicules en deux points distants d'une même voie de circulation.....	27
Activité n°2-6 : SIDCA - Collecte par les radars automatiques des clichés horodatés des véhicules en infraction de vitesse	28
Activité n°3 : Communication et information	29
Activité n°3-1 : Gestion des formulaires securite-routiere.gouv.fr - infolettre/ évènements	29

Activité n°3-2 : Gestion des formulaires securite-routiere.gouv.fr - formulaires de contact	30
Activité n°3-3 : Gestion du réseau de la Sécurité routière	31
Activité n°3-4 : HERMES - Réseau social de la Sécurité routière	32
Activité n°3-5 : Catalogue en ligne de la Sécurité routière	33
Activité n°3-6 : Gestion des communications personnalisées de la sécurité routière.....	34
Activité n°3-7 : Gestion des e-mailings.....	35
Activité n°3-8 : Analyse des audiences des sites de la DSR.....	36
Activité n°3-9 : Gestion des formulaires des journées de la sécurité routière au travail.....	37
Activité n°3-10 : Gestion du programme de sensibilisation "Jeune conducteur"	38
Activité n°3-11 : Gestion du fichier de contact presse	39
Activité n°3-12 : Gestion de TAG/Cookies (TMS).....	40
Activité n°3-13 : Gestion automatisée du consentement (CMP)	41
Activité n°3-14 : Gestion des formulaires de contact "Résultat de permis de conduire"	42
Activité n°3-15 : Gestion du formulaire Prix Innovation	43
Activité n°3-16 : Gestion du formulaire Challenge Innovation.....	44
Activité n°4 : Éducation routière et permis de conduire	45
Activité n°4-1 : EUCLIDE	45
Activité n°4-2 : AURIGE.....	46
Activité n°4-3 : RAFAEL	48
Activité n°4-4 : ETG/OA	49
Activité n°4-5 : Instruction des téléprocédures de demandes de permis de conduire	50
Activité n°4-6 : Candilib	50
Activité n°4-7 : RESPER	52
Activité n°4-8 : RdvPermis	53
Activité n°4-9 : Livret numérique	55
Activité n°4-10 : PolEx	56
Activité n°4-11 : Cassandre.....	57
Activité n°4-12 : Recours gracieux.....	58
Activité n°4-13 : Vérif permis	59
Activité n°4-14 : ConSta.....	60
Activité n°4-15 : Récupération du N° NEPH.....	61

Activité n°4-16 : Gestion nationale des droits à conduire.....	62
Activité n°5 : Études, recherches et statistiques (Observatoire national interministériel de sécurité routière).....	63
Activité n°5-1 : Gestion et amélioration du système d'information de l'ONISR.....	63
Activité n°5-2 : Enregistrement et consultation des procès-verbaux (PV) des accidents de la route	64
Activité n°5-3 : Bulletin d'Analyse des accidents corporels de la circulation (format BAAC 2017).....	65
Activité n°5-4 : Bulletin d'Analyse des accidents corporels de la circulation (format BAAC 2021).....	66
Activité n°5-5 : Gestion des appels à projets et conventions.....	67
Activité n°5-6 : Appel à candidatures et gestion du Comité des experts du CNSR	68
Activité n°5-7 : Organisation des comités des études.....	69
Activité n°5-8 : Liste des contacts au sein des observatoires locaux, préfetures et des forces de l'ordre.....	70
Activité n°5-9 : Bilan de la sécurité routière.....	71
Activité n°5-10 : Contacts de l'ONISR en situation de crise	72
Activité n°6 : Protection des usagers de la route.....	73
Activité n°6-1 : Système d'immatriculation des véhicules (SIV).....	73
Activité n°6-2 : Déclaration et identification de certains engins motorisés - (DICEM2)	75
Activité n°6-3 : Système d'information télépaiement (SIT).....	76
Activité n°6-4 : Application de pré-demande d'habilitation et d'agrément (APD).....	77
Activité n°6-5 : Système d'information décisionnel du système d'immatriculation des véhicules (SID)	78
Activité n°6-6 : Système de télé-services destiné à l'accomplissement de démarches administratives relatives aux certificats d'immatriculation des véhicules : SIV-PPNG.....	79
Activité n°6-7 : HISTOVEC	80
Activité n°6-8 : Télé-service TEnet	81
Activité n°6-9 : Attribution des licences commerciales d'exploitation des données du SIV	82
Activité n°6-10 : Attribution des licences statistiques d'exploitation des données du SIV ..	83
Activité n°6-11 : Attribution des licences techniques d'exploitation des données du SIV...	84
Activité n°6-12 : Traitement des réquisitions judiciaires sur le SIV	85
Activité n°6-13 : SI Fourrière - application des forces de l'ordre	86
Activité n°6-14 : SI Fourrière - gestion administrative	87

Activité n°6-15 : SI Fourrière - services aux usagers	88
Activité n°6-16 : Liste des experts en automobile.....	89
Activité n°6-17 : Suivi des procédures disciplinaires concernant les experts en automobile	90
Activité n°6-18 : Simplimmat.....	91
Activité n°6-19 : PaLyMa.....	93
Activité n°6-20 : SI TE (transports exceptionnels)	94
Activité n°6-21 : SSO SI TE	95
Activité n°6-22 : Annuaire du CNSR.....	96

Activité n°1 : Actions transversales et ressources

Activité n°1-1 : Gestion des ressources humaines

Finalités	
Finalité 1	Processus de recrutement des contractuels, des apprentis, des stagiaires et des personnels en service civique
Finalité 2	Gestion administrative des agents
Finalité 3	Gestion de la campagne des entretiens annuels professionnels
Finalité 4	Gestion des avancements et des mobilités
Finalité 5	Accompagnement individualisé du parcours professionnel
Finalité 6	Suivi des absences
Finalité 7	Gestion de la paye (traitements, primes, astreintes, GIPA, remboursement domicile travail etc.)
Finalité 8	Mise en œuvre de la formation des agents (besoins en formation et formations suivies, suivi du compte personnel de formation etc.)
Finalité 9	Organisation des élections professionnelles
Finalité 10	Gestion du temps de travail (temps partiel, interventions, heures supplémentaires etc.) et organisation du travail
Finalité 11	Gestion relative aux demandes des comptes épargne temps des agents
Finalité 12	Gestion du dispositif de télétravail
Finalité 13	Pilotage de la masse salariale, suivi des effectifs et réalisation de statistiques
Finalité 14	Mise en œuvre du dialogue social
Finalité 15	Gestion des procédures disciplinaires
Finalité 16	Utilisateurs de la documentation (prêt de documents)
Finalité 17	Gestion des agents partant à la retraite
Finalité 18	Gestion et diffusion des plannings de présence, d'informations générales sur le fonctionnement de la DSR, d'organigrammes
Bases de licéité	
RGPD	Oui Article 6 (1) c le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle la DSR est soumise, notamment : - le Code général de la fonction publique – partie législative - Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié

	<p>(droits/obligations/gestion des contractuels)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 (formation) - Décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 (CET) - Décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature - Décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 (comités sociaux d'administration) - Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 (compte personnel de formation) <p>Pour les autres finalités, la base juridique est l'article 6 (1) f du RGPD : le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par la Délégation à la Sécurité Routière (gérer les moyens humains nécessaires à la réalisation de ses missions)</p>
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 21 décembre 2012 relatif à la composition du dossier individuel des agents publics géré sur support électronique
Catégories de personnes concernées	
	Candidats à un poste de contractuel
	Agents titulaires et contractuels
	Volontaires en service civique
	Membres de la famille d'un agent ou autre personne à contacter
	Stagiaires et apprentis
	Prestataires de service (formation)
Catégories de données traitées	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles, photos
	Vie personnelle et justificatifs (situation familiale)

	Vie professionnelle (éléments contenus dans le CV, poste occupé, position administrative, formations suivies et besoins exprimés, appréciation de l'agent et souhait éventuel de mobilité, dates des différents congés, des absences, dates de départ, jours de télétravail, nom du prestataire de service etc.)
	Éléments d'ordre économique et financier (RIB, avis d'imposition, bulletins de paie, rémunération versée dont montant des primes, heures supplémentaires, imputations budgétaires etc.)
	Présence et discipline : aperçu des présences, motifs des absences, mesures disciplinaires
	Données sensibles : appartenance syndicale, santé, religion (selon le droit du travail)
	NIR (selon le droit social)
Catégories de destinataires	
	Agents de la DSR (services en charge des traitements)
	Représentants du personnel
	Agents du Ministère (DRH)
	Agents de la direction générale des finances publiques
	Personnes concernées
	Hiérarchie de l'agent
	Prestataires de service
	DINUM (annuaire Maia)
	La Caisse des dépôts et consignations (comptes formation)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Conservation des données du dossier individuel en référence à l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif à la composition du dossier individuel des agents publics géré sur support électronique
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°1-2 : Gestion du parc informatique

Finalités	Gérer, répertorier le parc informatique
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, service, numéro de matériel
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-3 : Suivi des demandes d'exercice de droits RGPD

Finalités	Qualifier et répondre aux demandes d'exercice des droits
Bases de licéité	
RGPD	Oui Obligation légale, article 6 (1c) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR, usagers, professionnels
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, coordonnées du représentant (si cabinets d'avocats), n° immatriculation, numéro de permis et motif de la demande
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, de l'ANTS, de l'ANTAI et de la DTNUM, Délégué ministériel à la protection des données
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Dans l'année de l'enregistrement de la demande + l'année qui suit le traitement de la demande
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-4 : Suivi des incidents SSI

Finalités	Assurer la sécurité des SI
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, service, téléphone, email, type d'incident
Catégories de destinataires	Agents de la DSR et du Centre de cybersécurité du ministère de l'Intérieur
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	1 an après le traitement de la demande
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-5 : Registre des violations de données

Finalités	Assurer la sécurité des SI
Bases de licéité	
RGPD	Oui Obligation légale, article 6 (1c) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Date d'enregistrement de la violation, Date d'information du DPD, Nom du traitement, Entité opérationnelle et nom du responsable opérationnel du traitement, Entité opérationnelle et nom de l'agent détecteur, Date, heure et localisation de la détection, (serveur, base de données, etc.), Description de la violation, Volume des données, Identification possible des personnes concernées , Volume des personnes concernées, Mesures organisationnelles et techniques , Date de la notification CNIL , Notification aux personnes concernées
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, agents de l'ANTS, Délégué ministériel à la protection des données
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Dix ans à compter de la clôture du dossier.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-6 : Engagements SI des collaborateurs

Finalités	Communiquer les engagements de sécurité SI à chaque collaborateur (PSSI, chartes)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, RIO, service
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail (sauf disposition légale ou réglementaire contraire)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26/01/2024

Activité n°1-7 : Suivi des animateurs régionaux

Finalités	Communiquer auprès des animateurs régionaux
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, département de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-8 : Suivi des coordinateurs départementaux

Finalités	Communiquer auprès des coordinateurs
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, département de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26/01/2024

Activité n°1-9 : Marchés publics

Finalités	Gestion des procédures de marchés publics
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, fonction, CV, diplômes
Catégories de destinataires	Agents du Bureau du Budget de l'Exécution Financière et de la Commande Publique (DSR)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée du marché
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-10 : État de frais

Finalités	Paiement des notes de frais
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, fonction, justificatif de dépenses
Catégories de destinataires	Agents du Bureau du Budget de l'Exécution Financière et de la Commande Publique
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	1 an
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-11 : Habilitations au site du MIOM

Finalités	Gérer les accès aux sites du MIOM des collaborateurs de la DSR
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, service, fonction
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-12 : Annuaire / trombinoscope

Finalités	Connaissance des agents du service Centraliser les informations des agents, en particulier pour la mise en œuvre du PCA
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, service, fonction, photos
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26/01/2024

Activité n°1-13 : Suivi des demandes d'attribution de terminaux NOEMI

Finalités	Suivi des demandes de postes nomades NOEMI
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom Prénom RIO téléphone pro courriel pro téléphone perso courriel perso, numéro de matériel
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la relation de travail (sauf disposition légale ou réglementaire contraire)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/03/2024

Activité n°1-14 : Suivi des correspondants club d'entreprise

Finalités	Communiquer auprès des correspondants club d'entreprise
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, email, téléphone, département de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée du partenariat
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	26/01/2024

Activité n°1-15 : Plan de Continuité d'Activité

Finalités	Etablir un répertoire des personnes à solliciter dans le cadre d'une gestion de crise
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6 (1 f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Directive interministérielle du 11 juin 2015 relative à la planification de défense et de sécurité nationale
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR
Catégories de données traitées	Service, Sous-Direction, Département, Nom, Prénom, Adresse domicile, Adresse mail perso, N° Tel perso, Personne à contacter
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°2 : Contrôle sanction automatisé

Activité n°2-1 : SIDCA – Collecte des données d'identification des utilisateurs du SIDCA pour le système d'authentification

Finalités	Garantir le contrôle des accès à l'application et la traçabilité des actions réalisées par les utilisateurs dans l'application dans le cadre de leurs missions / prestations respectives exécutées pour le Département du Contrôle Automatisé (DCA) de la DSR.
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Agents utilisateurs de l'application (préfectures), les sous-traitants et prestataires de services utilisateurs de l'application
Catégories de données traitées	Nom (donnée obligatoire), prénom (donnée obligatoire), adresse e-mail (donnée obligatoire), entité d'appartenance (donnée obligatoire)
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, agents des services déconcentrés de l'Etat
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°2-2 : SIDCA – Collecte des données d'identification des contacts gestionnaires de voirie à impliquer dans un projet de déploiement de radar

Finalités	Identifier le gestionnaire de voirie à contacter pour les visites de sites et des travaux à mener dans le cadre d'un projet de déploiement de radar commandité par le DCA.
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Gestionnaires de voirie
Catégories de données traitées	Nom, Prénom (donnée facultative), adresse e-mail (donnée facultative), numéros de téléphone professionnel (données facultatives), entité d'appartenance (donnée obligatoire)
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°2-3 : SIDCA – Suivi du déplacement des voitures-radars externalisées pour le pilotage des parcours

Finalités	Assurer la bonne exécution du marché d'externalisation de la conduite des voitures-radars pour les contrôles de vitesse
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Conducteurs de voitures-radar de la société titulaire du marché d'externalisation
Catégories de données traitées	Coordonnées GPS de la position de la voiture-radar Donnée d'identification de la voiture-radar (numéro d'immatriculation) Données d'identification (Nom, Prénom, adresse e-mail, entité d'appartenance) - coordonnateur et conducteur
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°2-4 : SIDCA – Collecte et anonymisation des photographies de panneaux de signalisation routière pour le système de détermination des VLA

Finalités	La collecte et l’anonymisation des photographies de panneaux de signalisation routière a pour finalité la détermination de la Vitesse Maximale Autorisée (VMA) pour les contrôles de vitesse réalisés par les voitures radars
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d’intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l’État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Usagers de la route
Catégories de données traitées	Photographie d’un panneau de signalisation routière dans laquelle pourrait figurer un usager et/ou un véhicule avec sa plaque d’immatriculation
Catégories de destinataires	Prestataires intervenant dans la chaîne de collecte
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans en cas d'infraction 24 heures en l'absence d'infraction
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d’information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°2-5 : SIDCA – Collecte par les radars tronçons des clichés horodatés des véhicules en deux points distants d'une même voie de circulation

Finalités	Verbaliser les usagers de la route en excès de vitesse (comparaison entre la vitesse moyenne calculée à partir des clichés et la vitesse limite autorisée applicable sur le tronçon concerné)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Usagers de la route
Catégories de données traitées	Données relatives à l'infraction (clichés concernant le véhicule ; lieu, date et heure des clichés ; voie de circulation du véhicule)
Catégories de destinataires	Prestataires du DCA intervenant dans la chaîne de collecte et de traitement des messages d'infraction de l'ANTAI
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans en cas d'infraction 24 heures en l'absence d'infraction
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°2-6 : SIDCA - Collecte par les radars automatiques des clichés horodatés des véhicules en infraction de vitesse

Finalités	Verbaliser les usagers de la route en excès de vitesse, par identification des véhicules dont la vitesse instantanée est au-dessus de la vitesse limite autorisée applicable au point de contrôle
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article 2.1 de l'arrêté du 13 octobre 2004 portant création du système de contrôle automatisé
Catégories de personnes concernées	Usagers de la route
Catégories de données traitées	Données relatives à l'infraction (clichés concernant le véhicule ; lieu, date et heure des clichés)
Catégories de destinataires	Prestataires du DCA intervenant dans la chaîne de collecte et de traitement des messages d'infraction de l'ANTAI
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	1 an pour constater l'infraction par le Centre automatisé de constatation des infractions routières (CACIR) 10 ans en cas d'infraction constatée par le CACIR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°3 : Communication et information

Activité n°3-1 : Gestion des formulaires securite-routiere.gouv.fr - infolettre/ évènements

Finalités	Information et sensibilisation à la Sécurité Routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Visiteurs du site qui s'inscrivent à l'infolettre
Catégories de données traitées	EMAIL
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Adresse mail conservée pendant toute la durée de l'abonnement
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-2 : Gestion des formulaires securite- routiere.gouv.fr - formulaires de contact

Finalités	Site officiel de la Sécurité routière – Grand public. Gestion des demandes réalisées via les formulaires de contact
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs qui remplissent le formulaire contact ou contact presse
Catégories de données traitées	nom, prénom, email, objet, message.
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Les mails et les DCP sont conservés pendant la durée nécessaire aux missions de la SR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-3 : Gestion du réseau de la Sécurité routière

Finalités	Référentiel du réseau national de la Sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Coordinateurs de département SR, animateurs régionaux SR, Charges de mission 2RM, Membres de la plateforme Communicants SR, Agents de la DSR, Directeurs de cabinet, Agents PANGOF, Membres Entreprises Engagées SR, Membres catalogue SR
Catégories de données traitées	NOM, PRÉNOM, EMAIL, DÉPARTEMENT, RÉGION, SERVICE, FONCTION, ADRESSE, CODE POSTAL, VILLE, TÉLÉPHONE, FAX, MOBILE
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de conservation déterminée en fonction de la durée de la mission du membre auprès de la Sécurité Routière, puis suppression des données du membre qui n'est plus actif.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-4 : HERMES - Réseau social de la Sécurité routière

Finalités	Gestion du réseau social de la sécurité routière. Sous-finalité : Plateforme collaborative du réseau de la Sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Coordinateurs de département SR, animateurs régionaux SR, Charges de mission 2RM, Membres de la plateforme Communicants SR, Agents de la DSR, Directeurs de cabinet, Agents PANGOF, Membres Entreprises Engagées SR, Membres catalogue SR
Catégories de données traitées	NOM, PRENOM, EMAIL, DEPARTEMENT, REGION, SERVICE, FONCTION, ADRESSE, CODE POSTAL, VILLE, TELEPHONE, FAX, MOBILE
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de conservation déterminée en fonction de la durée de la mission du membre auprès de la Sécurité Routière, puis suppression des données du membre qui n'est plus actif.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-5 : Catalogue en ligne de la Sécurité routière

Finalités	Gestion du catalogue en ligne du réseau de la Sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Membres du réseau de la Sécurité routière et acteurs du réseau sécurité routière
Catégories de données traitées	nom, prénom, email, département, région, service, fonction, adresse, code postal, ville, téléphone, fax, mobile
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de conservation déterminée en fonction de la durée de la mission du membre auprès de la Sécurité Routière, puis suppression des données du membre qui n'est plus actif.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-6 : Gestion des communications personnalisées de la sécurité routière

Finalités	Finalité : Gestion des communications personnalisées de la sécurité routière Sous-finalités : Collecte, segmentation et activation des données issues des sites internet de la sécurité routière, de l'application Mode conduite et des partenaires data de la sécurité routière qui sont stockées dans l'outil Data Management Platform (DMP)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Visiteurs des pages du site internet de la sécurité routière et de ses partenaires. Utilisateurs des services en ligne sur le site de la sécurité routière.
Catégories de données traitées	Données de connexion Données de navigation anonymes (issues de cookies ou device ID) Cookies
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	13 mois maximum
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-7 : Gestion des e-mailings

Finalités	Gestion des campagnes d'e-mailing
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Visiteurs inscrits : - à l'infolettre de la Sécurité routière, - signé l'appel des entreprises engagées en faveur de la SR, - aux « Journées sécurité routière au travail » - au Club des entreprises engagées - à la plateforme des communicants - au programme
Catégories de données traitées	email
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Infolettre : conservation des données pendant toute la durée de l'abonnement à l'infolettre, suite au consentement puis effacée dans un délai d'un mois si demande de désinscription explicite. Entreprises engagées / Journées SR au travail : conservation de
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-8 : Analyse des audiences des sites de la DSR

Finalités	Collecte et analyse des données d'audiences et de comportements issues des sites internet de la sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs des sites web DSR
Catégories de données traitées	Données de navigation (Cookies) des visiteurs des pages des sites la sécurité routière
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	25 mois
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-9 : Gestion des formulaires des journées de la sécurité routière au travail

Finalités	Gestion des inscriptions des "entreprises engagées en faveur de la sécurité routière"
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs et entreprises qui s'inscrivent
Catégories de données traitées	Employeurs engagés : nom du directeur, prénom du directeur, fonction, téléphone, email. Journées sécurité routière au travail : nom de l'entreprise, nom du directeur, prénom du directeur, fonction, email, téléphone, ville, adresse de l'entreprise
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Adhésion au programme "Journée Sécurité Routière" >> 36 mois, avec la possibilité de reconduire cette durée sur consentement de l'utilisateur, par une durée de 12 mois, avec la possibilité de reconduire cette durée sur accord (obtenu par mail) de l'utilisateur.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-10 : Gestion du programme de sensibilisation "Jeune conducteur"

Finalités	Gestion du recrutement des jeunes conducteurs au programme de sensibilisation
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Les jeunes conducteurs inscrits au programme
Catégories de données traitées	Prénom (seul le prénom est traité), adresse mail, catégorie de permis, date d'obtention du permis
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	24 mois
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-11 : Gestion du fichier de contact presse

Finalités	Entretenir de relations avec les journalistes et communiquer les actualités relatives à la sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Journalistes
Catégories de données traitées	Nom, prénom, organisme de rattachement, statut (journaliste, pigiste, reporter, rédacteurs), adresse, mail, téléphone, commentaires nom, prénom, adresse email, objet, message.
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Conservation durant la durée des missions de la DSR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-12 : Gestion de TAG/Cookies (TMS)

Finalités	Déploiement des tags des sites de la DSR
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Visiteurs des pages du site internet de la sécurité routière et de ses partenaires. Utilisateurs des services en ligne sur le site de la sécurité routière.
Catégories de données traitées	Cookies d'audience Cookies publicitaires
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Pas de stockage
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-13 : Gestion automatisée du consentement (CMP)

Finalités	Gestion du consentement pour le dépôt de cookies nécessitant le consentement de l'utilisateur du site
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Visiteurs des pages du site internet de la sécurité routière et de ses partenaires. Utilisateurs des services en ligne sur le site de la sécurité routière
Catégories de données traitées	Cookies
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	13 mois
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-14 : Gestion des formulaires de contact "Résultat de permis de conduire"

Finalités	Gestion des demandes réalisées via le formulaire de contact "Résultats Permis"
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs qui remplissent le formulaire contact "Résultat du permis de conduire"
Catégories de données traitées	nom, prénom, email, objet, message.
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Les mails et les DCP sont conservés pendant la durée nécessaire aux missions de la SR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-15 : Gestion du formulaire Prix Innovation

Finalités	Gestion du formulaire Prix Innovation
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs et entreprises qui s'inscrivent
Catégories de données traitées	Raison Sociale, SIRET, Adresse, Code postal, Ville, Site Web, Contact, Nom, Prénom, Téléphone, Mail, Fonction
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Programme "Prix de l'innovation" - conservation durant toute la durée des missions réalisées par la DSR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°3-16 : Gestion du formulaire Challenge Innovation

Finalités	Gestion du formulaire Challenge Innovation
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 3 février 2004 relatif à la création de traitements automatisés d'informations nominatives sur le site internet de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Tous les visiteurs et étudiants qui s'inscrivent
Catégories de données traitées	Raison Sociale, SIRET, Adresse, Code postal, Ville, Site Web, Contact, Nom, Prénom, Téléphone, Mail, Fonction
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, prestataires
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Programme " Challenge innovation" >> conservation durant toute la durée des missions réalisées par la DSR
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4 : Éducation routière et permis de conduire

Activité n°4-1 : EUCLIDE

Finalités	Gestion des épreuves théoriques du permis de conduire : saisie des résultats des examens de permis de conduire
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 12 juin 2015 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Résultats du permis de conduire »
Catégories de personnes concernées	Candidats / Inspecteurs / Auto-écoles
Catégories de données traitées	Candidats : Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, [données relatives au PC] : date et réussite à l'examen théorique, catégorie du permis Inspecteur : Nom, prénom, matricule
Catégories de destinataires	Les Inspecteurs du permis de conduire et les délégués départementaux en charge de la gestion des inspecteurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans ou jusqu'à réussite examen par candidat
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-2 : AURIGE

Finalités	Gestion des épreuves du permis de conduire : - Réservation des places d'examen - Résultat des examens de permis de conduire - Gestion de l'activité des inspecteurs du permis de conduire
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 26 juin 1996 autorisant la création d'un traitement automatisé d'informations nominatives à la direction de la sécurité et de la circulation routière du ministère de l'Intérieur.
Catégories de personnes concernées	Candidats / Inspecteurs / (Auto-écoles) / Délégués au permis de conduire
Catégories de données traitées	Candidats : Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, photographie [données relatives au PC] : date et attestation de réussite à l'examen, catégorie du permis, données de santé le cas échéant (Les examens sont adaptés en fonction de la typologie de handicap du candidat – article R221-3-2 du Code de la Route) Inspecteur : Nom, prénom, date de naissance, n° RIO, matricule, échelon, qualification, coordonnées personnelles, coordonnées professionnelles, date de prise de fonction véhicule. Le tableau de travail des inspecteurs précise les motifs d'indisponibilité de ces derniers. Parmi ces motifs figure la dispense syndicale (mandat, décharge, réunion) Données liées aux exploitants des auto-écoles : Nom de l'exploitant de l'auto-école et adresse e-mail Données liées aux exploitants des organismes de formation non agréés : adresses emails et nom des exploitants Données liées aux exploitants des organismes agréés : e-mail du responsable et coordonnées téléphoniques
Catégories de destinataires	Les Inspecteurs du permis de conduire et les délégués départementaux en charge de la gestion des inspecteurs

Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Les résultats des candidats à l'examen théorique sont conservés 3 ans et les tableaux de travail des inspecteurs sont conservés 6 mois
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°4-3 : RAFAEL

Finalités	RAFAEL est un traitement informatisé d'informations destiné à gérer / modifier, contrôler, suspendre et retirer des droits des autorisations et des agréments des établissements d'enseignement de la conduite
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière (articles 2 à 7) articles R. 212-1, R. 213-1 et R. 213-9 du Code de la route
Catégories de personnes concernées	Les données personnelles dans RAFAEL concernent les personnes physiques qui sollicitent un agrément (en leur nom propre ou en qualité de représentant d'une personne morale) ou une autorisation d'exercer.
Catégories de données traitées	Voir les articles 2 à 7 de l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
Catégories de destinataires	Agents instructeurs ou consultants: agents habilités DSR, préfetures/DDT, CERT-Permis de conduire, bureaux de l'éducation routière lorsqu'ils ne sont pas instructeurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Voir l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°4-4 : ETG/OA

Finalités	Gestion des épreuves de l'examen théorique général (ETG) du permis de conduire
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 12 juin 2015 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Résultats du permis de conduire »
Catégories de personnes concernées	Candidats. Auto-écoles/organismes agréés
Catégories de données traitées	Candidats : Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, photographie, date et attestation de réussite à l'examen, catégorie du permis, NEPH Auto-écoles : nom, adresse Organisme agréé : nom
Catégories de destinataires	Les opérateurs agréés Les Inspecteurs du permis de conduire et les délégués départementaux en charge de la gestion des inspecteurs, les candidats à l'examen du permis de conduire
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans ou jusqu'à réussite examen par candidat
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	11/04/2024

Activité n°4-5 : Instruction des téléprocédures de demandes de permis de conduire

Finalités	Instruction des téléprocédures permis de conduire déposées par les usagers - PGA (portail guichet agent)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Demandeurs et titulaires d'un permis de conduire
Catégories de données traitées	Demandeur ou titulaire d'un permis de conduire : Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, date et réussite à l'examen, catégorie(s) du permis
Catégories de destinataires	DSR/ERPC Préfectures et DDT (M) CERT (centres d'expertise et de ressources titre)
Existence de transferts de données hors UE	Oui (à travers RESPER)
Durée de conservation prévue	Jusqu'à la délivrance et l'acheminement du permis. A défaut, 5 ans à compter de la date de validation de la demande (inscription épreuve théorique) (Délibération CNIL n° 2017-096 du 23 mars 2017)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-6 : Candilib

Finalités	Organiser la réservation des places pour les candidats libres
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Candidats libres
Catégories de données traitées	Nom, prénom, adresse
Catégories de destinataires	Services organisateurs du permis de conduire
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	3 ans à compter de la validation de l'inscription des candidats ou jusqu'à leur réussite à l'épreuve pratique
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	19/04/2024

Activité n°4-7 : RESPER

Finalités	Vérifier les droits à conduire à l'échelle européenne
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Détenteur d'un permis de conduire
Catégories de données traitées	Nom, prénom, pays d'émission du permis de conduire, droits à conduite
Catégories de destinataires	Autorités européennes
Existence de transferts de données hors UE	Oui
Durée de conservation prévue	Durée administrative du dossier
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-8 : RdvPermis

Finalités	Service informatique de réservation nominative des places d'examen pratique du permis de conduire à destination des candidats libres et des candidats sous mandat des établissements d'enseignement de la conduite.
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Titre V, chapitre 1er, article 98, VIII de la loi d'orientation des mobilités (LOM) promulguée le 24 décembre 2019 Arrêté du 27 avril 2021 relatif à la généralisation progressive d'un système de réservation nominative des places pour l'épreuve pratique des examens du permis de conduire des catégories A1, A2, B1 et B Arrêté du 25 avril 2022 relatif à la généralisation progressive d'un système d'attribution des places pour l'épreuve pratique des examens du permis de conduire des catégories BE, C1, C, C1E, CE, D1, D, D1E et DE
Catégories de personnes concernées	Candidats à l'épreuve pratique du permis de conduire Accompagnateurs à l'examen des candidats libres Agents de la DSR (Administration centrale, délégués et adjoints, répartiteurs) en charge de la gestion des places d'examen Etablissements d'enseignement de la conduite agréés (personne morale) et gérants Inspecteurs/examineurs puis ajout lors de la V2 des formateurs et accompagnateurs enseignement à titre non onéreux
Catégories de données traitées	Candidats : Nom, prénom, adresse, courriel ; NEPH ; Statut du candidat (libre ou mandaté) ; Résultat de l'examen ; Pénalité de retard ; Accompagnateur du candidat libre : Nom, prénom, Numéro du permis de conduire, date de délivrance du permis de conduire Auto-écoles : Numéro d'agrément de l'auto-école Raison sociale de l'auto-école

		<p>Courriel générique de l'auto-école</p> <p>Nom, prénom, courriel</p> <p>Inspecteurs :</p> <p>Nom, prénom, Département d'affiliation (dans le cas des inspecteurs), Matricule</p> <p>Agents des bureaux de l'éducation routière (BER) :</p> <p>Nom, prénom, courriel de l'agent</p> <p>Fonction</p> <p>Département d'affiliation</p>
Catégories de destinataires	de	<p>Candidats à l'examen pratique du Permis de conduire</p> <p>Établissement d'enseignement de la conduite</p> <p>Inspecteurs/examineurs</p> <p>Agents de la DSR/ERPC (Délégués et adjoints, répartiteurs) en charge de la répartition des places d'examen</p> <p>Agents des BER, employés des auto-écoles et candidats à l'examen pratique du permis de conduire</p>
Existence de transferts de données hors UE	de	Non
Durée de conservation prévue		<p>Les données personnelles des candidats sont conservées 3 ans ou dès la réussite à l'épreuve pratique du permis de conduire</p> <p>Les données personnelles des accompagnateurs candidats libres sont conservées durant 1 an après réussite du candidat</p> <p>Auto-écoles : Jusqu'à la fermeture de l'établissement ou jusqu'à l'arrêt de prise en charge fonctions de l'employé.</p> <p>Inspecteurs / Examineurs : jusqu'à la date d'arrêt de prise en charge de ses fonctions.</p> <p>Agents des BER : jusqu'à la date de fin de prise en charge de leur fonction.</p>
Mesures de sécurité		Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour		10/04/2024

Activité n°4-9 : Livret numérique

Finalités	Service informatique de déclaration des informations contenues dans le livret d'apprentissage numérique à destination des candidats libres et des établissements d'enseignement de la conduite
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 19 décembre 2023 relatif au livret d'apprentissage numérique des formations au permis de conduire modifiant plusieurs arrêtés ministériels
Catégories de personnes concernées	Candidats à l'épreuve pratique du permis de conduire Accompagnateurs à l'examen des candidats libres Agents de la DSR en charge de la gestion des places d'examen Établissements d'enseignement
Catégories de données traitées	Candidats : Nom, prénom, adresse, courriel, code NEPH, statut du candidat (libre ou mandaté) ; Accompagnateurs des candidats libres : Nom prénom et numéro de permis Agents de la DSR : Nom, prénom, matricule, courriel Auto-école : Nom du gérant, nom et numéro d'autorisation d'enseigner des formateurs, nom et numéro de permis des accompagnateurs enseignement à titre non onéreux
Catégories de destinataires	Etablissements de la conduite ; les candidats ; les enseignants de la conduite ; accompagnateurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans ou jusqu'à la réussite du candidat à l'épreuve pratique
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	10/04/2024

Activité n°4-10 : PoEx

Finalités	Application de lutte contre la fraude aux épreuves théoriques du PC (épreuves pratiques en projet) Données liées à la fraude et à ses effets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Personnes morales : centres d'examens, auto écoles Personnes physiques : candidats
Catégories de données traitées	Centres d'examens : Nom, prénom, courriel, département d'affiliation, n° d'agrément et courriel générique Auto-écoles : Nom, prénom, courriel, matricule, n° d'agrément et raison sociale Candidats : Nom, prénom, adresse, courriel, âge lors de l'inscription, résultat aux épreuves photo d'identité et NEPH
Catégories de destinataires	Les résultats des traitements algorithmiques restent internes à l'application
Existence de transferts de données hors UE	Oui (à travers RESPER)
Durée de conservation prévue	Les données personnelles des candidats sont conservées 3 ans ou dès la réussite à l'épreuve pratique du permis de conduire
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-11 : Cassandre

Finalités	Archiver de manière numérique les preuves de distribution de courriers relatifs au permis de conduire du Ministère de l'Intérieur (des invalidations du permis ou d'injonction de suivre un stage)
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Personnes ayant obtenues le permis de conduire Agents de la DSR ayant accès aux fichier (pour les traces)
Catégories de données traitées	Personnes ayant le permis de conduire : Numéro NEPH (de permis de conduire), numéro de recommandé, nom et prénom, date de naissance, date et heure de l'infraction, infraction ayant entraîné la décision Agents de la DSR : Données d'identification
Catégories de destinataires	Aucune
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	1 an après la notification de décès du conducteur
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-12 : Recours gracieux

Finalités	Permettre à l'utilisateur de déposer un recours administratif de manière dématérialisée Permettre une optimisation de la gestion des demande Permettre à l'administration d'assurer une réponse à l'utilisateur de manière dématérialisée
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 14 février 2022 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Recours.permisdeconduire »
Catégories de personnes concernées	Personne ayant un permis de conduire, représentants légaux et avocats des parties aux litiges
Catégories de données traitées	Voir article 2 de l'arrêté du 14 février 2022
Catégories de destinataires	Agents instructeurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	2 mois pour les données du dossier vivant puis 4 ans et 10 mois (total 5 ans)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	10/04/2024

Activité n°4-13 : Vérif permis

Finalités	Instruire les demandes de consultation de l'IN (Imprimerie Nationale) et retourner les informations restreintes du permis de conduire pour le compte d'une entreprise de transport
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Articles L. 225-5 R. 225-5 et R 225-5-1 du code de la route Arrêté du 15 février 2024 pris en application de l'article R. 225-5-1 du code de la route
Catégories de personnes concernées	Représentants légaux (ou mandataire)/gestionnaire de l'entreprise, conducteurs employés dans le secteur du transport de marchandises et de voyageurs
Catégories de données traitées	Nom, prénom date de naissance, NEPH, titre , n° du titre, attestation
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, sous-traitant, transporteurs publics routiers de voyageurs ou marchandises
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	2 ans. Conservation des traces et des logs pendant 5 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	17/04/2024

Activité n°4-14 : ConSta

Finalités	Permettre aux écoles de conduite et aux centres de stages de sensibilisation à la sécurité routière de déclarer leurs calendriers de formations Permettre aux BER et aux préfetures de planifier l'organisation des contrôles menés par les IPCSR et les services des préfetures en charge des CSSR.
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière
Catégories de personnes concernées	Animateurs de stages de sensibilisation à la sécurité routière et enseignants de la conduite et de la sécurité routière.
Catégories de données traitées	idem RAFAEL (cf. ERPC-004)
Catégories de destinataires	SPD (système pré-demande du site de l'ANTS: calendrier des stages) Base de données RAFAEL (agréments)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans (durée de conservation mentionnée dans l'arrêté de 2012)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-15 : Récupération du N° NEPH

Finalités	Permettre aux usagers de demander et obtenir la communication de leur N° NEPH (Numéro d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé) en cas d'oubli ou de perte pour poursuivre leur formation ou engager une nouvelle formation pour une autre catégorie de véhicule
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Arrêté du 20 avril 2016 autorisant la création d'un système de téléservices destinés à la pré-demande des titres officiels Article 2 de arrêté du 12 juin 2015 autorisant la création du téléservice "Résultats du permis de conduire"
Catégories de personnes concernées	Usager ayant un permis de conduire ou leur mandataire (c'est à dire les auto-écoles) Instructeurs de la demande dématérialisée
Catégories de données traitées	Données d'identification (état civil, numéro NEPH) Données de création de compte et de la demande.
Catégories de destinataires	Services instructeurs des préfectures
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 mois
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°4-16 : Gestion nationale des droits à conduire

Finalités	Création, modification, consultation et gestion des dossiers nationaux des permis de conduire
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Articles L.225-1, L. 225-4, L. 225-5 et R225-4 du Code de la Route Arrêté du 29 juin 1992 portant création du Système national des permis de conduire Arrêté du 13 novembre 2023 autorisant la création d'un traitement automatisé dénommé « Mes Points Permis » (téléservice)
Catégories de personnes concernées	Demandeurs et titulaires ou non d'un permis de conduire
Catégories de données traitées	Voir l'arrêté du 29 juin 1992 portant création du Système national des permis de conduire (articles 5 et 6).
Catégories de destinataires	Services en charge du traitement Services instructeurs Personnes concernées
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée administrative du dossier (archivage intermédiaire 10 ans après les décès de la personne détenant le permis de conduire)
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	10/04/2024

Activité n°5 : Études, recherches et statistiques (Observatoire national interministériel de sécurité routière)

Activité n°5-1 : Gestion et amélioration du système d'information de l'ONISR

Finalités	Gestion des comptes utilisateurs, amélioration du SI, et coordination renforcée entre utilisateurs pour les missions à réaliser sur un territoire donné
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Utilisateurs du SI ONISR : agents des observatoires nationaux, régionaux, et départementaux de sécurité routière, préfetures, forces de l'ordre, collectivités locales, chercheurs, prestataires privés, gestionnaires de voirie
Catégories de données traitées	Matricule (agents de l'État), nom, prénom, adresse mail et téléphone professionnels, poste et organisation, voix (enregistrement des webinaires), région de rattachement de l'agent, profil utilisateur
Catégories de destinataires	Agents de l'ONISR et ODSR/ORSR, Cerema Administrateur, sous-traitants
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de l'activation du compte utilisateur + 3 ans à compter de la dernière utilisation du compte par l'utilisateur
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°5-2 : Enregistrement et consultation des procès-verbaux (PV) des accidents de la route

Finalités	Consolidation des statistiques de sécurité routière, analyse de l'accidentalité et évaluation des politiques publiques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Personnes ayant été impliquées dans un accident corporel de la route
Catégories de données traitées	État civil, NIR, Adresse, N° du permis de conduire, N° d'immatriculation du véhicule, Infractions au code de la route, profession, assurance, responsabilité présumée dans l'accident, autres données figurant dans le PV indiquées par les forces de l'ordre, données de santé
Catégories de destinataires	Agents de l'État des observatoires de sécurité routière
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	10 ans à compter de l'enregistrement des PV
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°5-3 : Bulletin d'Analyse des accidents corporels de la circulation (format BAAC 2017)

Finalités	Consolidation des statistiques de sécurité routière, analyse de l'accidentalité et évaluation des politiques publiques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Personnes ayant été impliquées dans un accident corporel de la route
Catégories de données traitées	Géolocalisation de l'accident (XY) ; âge ; sexe; nationalité ; catégorie socioprofessionnelle ; état (valide ou non) et ancienneté du permis de conduire; responsabilité présumée; assurance ; date de décès, résultat alcool et stupéfiants, gravité des lésions des victimes, facteurs liés à l'usager (malaise, somnolence fatigue, médicaments, infirmité, suicide), nature de l'infraction commise à l'occasion de l'accident
Catégories de destinataires	Agents des observatoires national et locaux (déconcentrés y compris DIR et décentralisés), chercheurs habilités, gestionnaires de voirie
Existence de transferts de données hors UE	ITF-OCDE : des données statistiques agrégées sont transmises; En Open Data : les données relatives à l'alcool, aux stupéfiants, au mois de naissance, à la catégorie socioprofessionnelle, aux facteurs liés à l'usager (comme le malaise...), au département d'immatriculation, au code CNIT, à la date de première mise en circulation et à l'assurance sont supprimées.
Durée de conservation prévue	
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°5-4 : Bulletin d'Analyse des accidents corporels de la circulation (format BAAC 2021)

Finalités	Consolidation des statistiques de sécurité routière, analyse de l'accidentalité et évaluation des politiques publiques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Personnes ayant été impliquées dans un accident corporel de la route
Catégories de données traitées	Géolocalisation de l'accident (XY) ; âge ; sexe; nationalité ; catégorie socioprofessionnelle ; état (valide ou non) et ancienneté du permis de conduire; responsabilité présumée; assurance Nom, Prénom, date et lieu de naissance, date d'accident
Catégories de destinataires	Agents des observatoires national et locaux (déconcentrés y compris DIR et décentralisés), chercheurs habilités, gestionnaires de voirie
Existence de transferts de données hors UE	ITF-OCDE : des données statistiques agrégées sont transmises; En Open Data : les données relatives à l'alcool, aux stupéfiants, au mois de naissance, à la catégorie socioprofessionnelle, aux facteurs liés à l'usager (comme le malaise...), au département d'immatriculation, au code CNIT, à la date de première mise en circulation et à l'assurance sont supprimées.
Durée de conservation prévue	4 ans pour les données liées à l'identité de la personne après quoi elles sont supprimées. Les autres données ne sont pas supprimées.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°5-5 : Gestion des appels à projets et conventions

Finalités	Diffusion et gestion des candidatures d'appel à projets
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Candidats potentiels à un financement de projets de recherche par l'ONISR; personnes référentes des conventions de subvention
Catégories de données traitées	Nom, prénom, fonction, diplômes, téléphone, mail, université ou laboratoire de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 ans à compter de la fin de validité du délai de candidature pour les candidats non retenus 6 ans à compter de la fin de l'exécution de la prestation pour les candidats retenus Suppression de la liste de diffusion lors de la signification concernée du retrait de ses fonctions ou de sa volonté de ne plus être destinataire du mail ou lors de la réception d'un courriel indiquant que l'adresse mail n'est plus valide.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°5-6 : Appel à candidatures et gestion du Comité des experts du CNSR

Finalités	Gestion des candidatures et comité des experts une fois constitué
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Candidats au Comité des experts du CNSR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse (professionnelle et personnelle), téléphone (professionnel et personnel), mail, diplômes, activités professionnelles, domaines d'expertise, déclaration d'intérêt
Catégories de destinataires	Agents de l'ONISR et membres du comité de sélection (agents de la DSR et du BEA-TT)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	9 ans pour les documents d'analyses des compétences et expériences des candidats à compter du dépôt de la candidature, 7 ans pour les données relatives à l'identification à compter de la fin de mandat. Pour les candidats non retenus, ces données sont conservées jusqu'à quatre ans, à compter du dépôt de la candidature
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°5-7 : Organisation des comités des études

Finalités	Organisation des comités
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Membres du Comité
Catégories de données traitées	Nom, prénom, mail professionnel, organisme de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de l'ONISR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Jusqu'à la signification de la personne concernée du retrait de ses fonctions ou de sa volonté de ne plus participer aux comités ou jusqu'à réception d'un courriel indiquant que l'adresse mail n'est plus valide
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°5-8 : Liste des contacts au sein des observatoires locaux, préfectures et des forces de l'ordre

Finalités	Animation, coordination, et pilotage du réseau des observatoires et préfectures et mise en relation des agents sur leur mission avec les forces de l'ordre
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents des observatoires locaux, des préfectures et des forces de l'ordre
Catégories de données traitées	Nom, prénom, mail et téléphone professionnels, boîte fonctionnelle, civilité, organisme de rattachement, département de rattachement, fonction
Catégories de destinataires	Agents de l'ONISR + Cerema
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Jusqu'à la signification de la personne concernée du retrait de ses fonctions ou jusqu'à réception d'un courriel indiquant que l'adresse mail n'est plus valide
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°5-9 : Bilan de la sécurité routière

Finalités	Réalisation et diffusion du bilan et des statistiques de la sécurité routière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Entités publiques ou privées dans le domaine de la statistique publique, agents de l'ONISR et du Cerema, Entités publiques ou privées dans le domaine de la sécurité routière ou intéressées par la thématique de la sécurité routière. Entités publiques ou privées dont les données sont utilisées dans le bilan de la sécurité routière (comme le parcours et la longueur des réseaux...).
Catégories de données traitées	Nom, prénom, mail et téléphone professionnels, boite fonctionnelle, organisme de rattachement
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Jusqu'à la signification de la personne concernée du retrait de ses fonctions ou de sa volonté de ne plus être destinataire ou jusqu'au retour indiquant que l'adresse mail ou postale n'est plus valide
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°5-10 : Contacts de l'ONISR en situation de crise

Finalités	Continuité du service en cas de crise
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de l'ONISR
Catégories de données traitées	Nom, prénom, téléphone et mail personnels
Catégories de destinataires	Secrétaire générale de l'ONISR et adjointe
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Jusqu'au départ de l'agent du service
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	03/04/2024

Activité n°6 : Protection des usagers de la route

Activité n°6-1 : Système d'immatriculation des véhicules (SIV)

Finalités	Gestion des pièces administratives du droit de circuler des véhicules sur les voies ouvertes à la circulation publique
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Oui
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Articles L. 330-1 et R. 322-1 à R. 322-10 du Code de la route Article L330-5 du Code de la route directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public
Catégories de personnes concernées	Détenteurs de véhicules mis en circulation sur la voie publique professionnels habilités à transmettre des données au SIV, réutilisateurs
Catégories de données traitées	Données d'État civil et d'identification (domicile, immatriculation du véhicule) Données relatives au véhicule et à l'autorisation de circuler Données relatives au professionnel habilité à transmettre des données au SIV Données relatives aux demandes effectuées par les téléservices destinés à l'accomplissement des démarches administratives Données relatives à l'identité des réutilisateurs licenciés aptes à recevoir et, le cas échéant, à transmettre à d'autres réutilisateurs des données SIV
Catégories de destinataires	Personnes et autorités mentionnées aux articles L. 330-2 à L. 330-5 du code de la route
Existence de transferts de données hors UE	Non

Durée de conservation prévue	5 ans à compter : de la date de la destruction physique du véhicule, du retrait ou de la résiliation de l'habilitation 3 mois à compter de la date de la cession déclarée par le vendeur pour la donnée relative au code de cession Données relatives aux demandes effectuées par téléprocédures : purge immédiate pour les téléprocédures abandonnées, 6 mois pour les téléprocédures non validées ou en attente, 5 ans pour les téléprocédures validées, rejetées ou acceptées
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/04/2024

Activité n°6-2 : Déclaration et identification de certains engins motorisés - (DICEM2)

Finalités	Déclaration et identification des engins mentionnés à l'article L. 321-1-1 du code de la route
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Articles L. 321-1-1 et L. 321-1-2 du code de la route Arrêté du 15 mai 2009 autorisant la mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DICEM » (déclaration et identification de certains engins motorisés)
Catégories de personnes concernées	Propriétaires d'engins mentionnés à l'article L. 321-1-1 du code de la route
Catégories de données traitées	Voir l'article 2 de l'arrêté du 15 mai 2009
Catégories de destinataires	Service instructeur de la déclaration et forces de l'ordre si nécessaire, agents de la police municipale et déclarants pour leur seul dossier (article 4 de l'arrêté)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la détention de l'engin par son propriétaire et pendant les trois années qui suivent la déclaration de cession, de vente ou de destruction
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/04/2024

Activité n°6-3 : Système d'information télépaiement (SIT)

Finalités	Gestion du paiement par voie dématérialisée des taxes à l'immatriculation
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	R. 322-1 à R. 322-10 du code de la route Article L. 421-29 du Code des impositions sur les biens et services
Catégories de personnes concernées	Usagers ayant à réaliser une démarche administrative soumise à une taxe ou redevance liée à l'immatriculation d'un véhicule /professionnels titulaire d'un agrément pour percevoir les taxes à l'immatriculation
Catégories de données traitées	Données d'État civil, à l'identification (domicile, immatriculation du véhicule) et au paiement. Données relatives à l'agrément.
Catégories de destinataires	Services instructeurs des ministères de l'intérieur et des finances publiques
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Les données sont conservées 5 ans à compter : du retrait ou de la résiliation de l'agrément du professionnel de la date de l'incident de paiement ; de la date du paiement des taxes d'immatriculation
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-4 : Application de prédemande d'habilitation et d'agrément (APD)

Finalités	Habilitation des partenaires du « système d'immatriculation des véhicules » (SIV) pour transmettre ou consulter des données dans le SIV + demande d'agrément
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	R. 322-1, R. 322-4 et 5, R°322-9 du code de la route Article L. 421-29 du Code des impositions sur les biens et services
Catégories de personnes concernées	Personnes habilitées ou candidates à une habilitation SIV / professionnels titulaire d'un agrément pour percevoir les taxes à l'immatriculation
Catégories de données traitées	Données d'État civil et d'identification du professionnel, données relatives à l'habilitation et à l'agrément
Catégories de destinataires	Services en charge des habilitations au SIV, services de l'administration des finances en charge des agréments pour la collectes des taxes
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	2 mois à compter de leur enregistrement dans le traitement. Les données définitives sont intégrées au SIV
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-5 : Système d'information décisionnel du système d'immatriculation des véhicules (SID)

Finalités	Etudes statistiques et réponse aux demandes de communication de données relatives à l'immatriculation des véhicules
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	L. 330-2 à L. 330-5 du code de la route
Catégories de personnes concernées	Détenteurs de véhicules mis en circulation sur la voie publique
Catégories de données traitées	Données d'État civil et d'identification (domicile, immatriculation du véhicule)
Catégories de destinataires	Services de l'État , professionnels de l'automobile en charge d'un campagne de rappel, tiers spécialement agréés pour la réutilisation des données du SIV
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la détention de l'engin par son propriétaire, 5 ans à compter de la destruction physique du véhicule pour les autres données
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	17/04/2024

Activité n°6-6 : Système de téléservices destiné à l'accomplissement de démarches administratives relatives aux certificats d'immatriculation des véhicules : SIV-PPNG

Finalités	Recueillir de manière dématérialisée les informations et documents nécessaires à l'instruction des demandes de certificats d'immatriculation des véhicules, à leur production et leur acheminement
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	R. 322-1 à R. 322-14 et R. 350-1 à R. 350-3 du code de la route Arrêté du 23 mai 2017 portant création d'un système de téléservices destiné à l'accomplissement de démarches administratives relatives aux certificats d'immatriculation des véhicules
Catégories de personnes concernées	Usagers ayant à réaliser une démarche administrative en rapport avec un véhicule
Catégories de données traitées	Données d'État civil et d'identification (domicile, immatriculation du véhicule)
Catégories de destinataires	Service instructeur de la démarche administrative, ANTS
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	6 mois à compter de la dernière modification de la demande
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	17/04/2024

Activité n°6-7 : HISTOVEC

Finalités	Permettre aux propriétaires de véhicules d'accéder à l'historique et aux informations techniques et administratives de ceux-ci.
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Article L. 330-2 du Code de la route
Catégories de personnes concernées	Tout propriétaire de véhicule
Catégories de données traitées	Nom, prénom, date de naissance, numéro d'immatriculation, numéro d'identification du véhicule (VIN), numéro de formule du certificat d'immatriculation, code postal, caractéristiques techniques du véhicule, opérations date de sinistre, état de vol, état de perte, gages, oppositions, procédures.
Catégories de destinataires	Propriétaires de véhicules (partage de l'historique du véhicule à l'acheteur par le vendeur)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Pour les données issues du SIV : 1 mois ; Pour les données issues de l'organisme technique central du contrôle technique des véhicules : 24 heures après chaque interrogation du système d'information de l'UTAC-OTC ; Le traceur de session est réinitialisé à chaque redémarrage du navigateur, le traceur "id" de mesure d'audience a une durée de vie d'un an ; Pour les données statistiques : 5 ans.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	17/04/2024

Activité n°6-8 : Téléservice TEnet

Finalités	Téléprocédure de déclaration et d'instruction des autorisations de transports exceptionnels
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Articles R. 433-1 à R. 433-6, R. 433-8 et R. 433-17 du Code de la route
Catégories de personnes concernées	Transporteurs routiers, levageurs et leurs mandataires
Catégories de données traitées	Données d'État civil (nom et prénom des pétitionnaires, adresse de l'entreprise), SIREN, immatriculation, itinéraire (date et heure)
Catégories de destinataires	Transporteurs routiers et levageurs, services de l'État et établissement public d'État (Cerema)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	3 ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation de transports exceptionnels
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	11/04/2024

Activité n°6-9 : Attribution des licences commerciales d'exploitation des données du SIV

Finalités	Assurer l'exploitation des données du SIV par des organismes externes à des fins commerciales
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	L. 330-5 Code de la Route / Convention
Catégories de personnes concernées	Détenteur d'un véhicule, acquéreur de la licence
Catégories de données traitées	Détenteur du certificat d'immatriculation : nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse Acquéreur et co-titulaire de la licence: nom, prénom, entreprise
Catégories de destinataires	Entreprises, organismes statistiques, chercheurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Toute la durée de validité de la licence
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-10 : Attribution des licences statistiques d'exploitation des données du SIV

Finalités	Assurer l'exploitation des données du SIV par des organismes externes à des fins statistiques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	L. 330-5 Code de la Route / Convention
Catégories de personnes concernées	Détenteur d'un véhicule, acquéreur de la licence
Catégories de données traitées	Détenteur du certificat d'immatriculation : nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse Acquéreur et co-titulaire de la licence : nom, prénom, entreprise
Catégories de destinataires	Entreprises, organismes statistiques, chercheurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Toute la durée de validité de la licence
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-11 : Attribution des licences techniques d'exploitation des données du SIV

Finalités	Assurer l'exploitation des données du SIV par des organismes externes à des fins techniques
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	L. 330-5 Code de la Route / Convention
Catégories de personnes concernées	Détenteur d'un véhicule, acquéreur de la licence
Catégories de données traitées	Détenteur du certificat d'immatriculation : immatriculation Acquéreur et co-titulaire de la licence : nom, prénom, entreprise
Catégories de destinataires	Entreprises, organismes statistiques, chercheurs
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Toute la durée de validité de la licence
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-12 : Traitement des réquisitions judiciaires sur le SIV

Finalités	Répondre aux réquisitions judiciaires
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Agents de la DSR, autorités judiciaires et administratives, professionnels de l'automobile
Catégories de données traitées	Nom, prénom, service d'affectation, date et heure de consultation, motif de mise en fourrière
Catégories de destinataires	Autorité judiciaire, DGFIP
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Données conservées 5 ans à compter du jour de leur enregistrement
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-13 : SI Fourrière - application des forces de l'ordre

Finalités	Permettre aux forces de sécurité intérieure de compléter en bord de la route sur un outil Néo la fiche décrivant la procédure de mise en fourrière et l'état du véhicule
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Forces de sécurité intérieure
Catégories de données traitées	Plaques d'immatriculation, N° VIN, nom, prénom adressé du titulaire du certificat d'immatriculation ou du déclarant DICEM, motif de mise en fourrière
Catégories de destinataires	Forces de l'ordre
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Trois mois pour les données relatives aux véhicules restitués à leur propriétaire ou à leur conducteur à compter de l'enregistrement de leur sortie de fourrière ; Deux ans pour les données relatives aux véhicules ayant fait l'objet d'une vente à compter
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-14 : SI Fourrière - gestion administrative

Finalités	Permettre le partage d'informations entre les acteurs de la procédure, automatiser certaines tâches, améliorer la découverte des véhicules collectés et stockés en fourrière
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Usagers et assurés, policiers et gendarmes, agents de police municipale et de surveillance de la voie publique, préfectures, collectivités territoriales, assureurs, centres VHU
Catégories de données traitées	Plaques d'immatriculation, N° VIN, nom, prénom adressé du titulaire du certificat d'immatriculation ou du déclarant DICEM, motif de mise en fourrière
Catégories de destinataires	DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Trois mois pour les données relatives aux véhicules restitués à leur propriétaire ou à leur conducteur à compter de l'enregistrement de leur sortie de fourrière ; Deux ans pour les données relatives aux véhicules ayant fait l'objet d'une vente à compter
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-15 : SI Fourrière - services aux usagers

Finalités	Mettre à disposition des usagers des informations dès la mise en fourrière, faciliter la récupération du véhicule par le propriétaire
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Usagers et assurés, policiers et gendarmes, agents de police municipale et de surveillance de la voie publique, préfectures, collectivités territoriales, assureurs, centres VHU
Catégories de données traitées	Plaques d'immatriculation, N° VIN, nom, prénom adressé du titulaire du certificat d'immatriculation ou du déclarant DICEM, motif de mise en fourrière
Catégories de destinataires	Contrevenants ou assurés dont le véhicule a été placé en fourrière, services de l'État et collectivités territoriales, gardiens de fourrière
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Trois mois pour les données relatives aux véhicules restitués à leur propriétaire ou à leur conducteur à compter de l'enregistrement de leur sortie de fourrière ; Deux ans pour les données relatives aux véhicules ayant fait l'objet d'une vente à compter
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-16 : Liste des experts en automobile

Finalités	Mettre à disposition une liste nationale d'experts en automobile
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Experts automobile (profession réglementée)
Catégories de données traitées	Nom, prénom, téléphone, email, n° d'agrément, justificatifs et qualifications des experts
Catégories de destinataires	Publication sur le site de la DSR, agents de la DSR (SDPUR), de l'ANTS et du MIOM (DMATES)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Toute la durée d'exercice des fonctions de l'expert
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-17 : Suivi des procédures disciplinaires concernant les experts en automobile

Finalités	Gérer l'habilitation des experts à exercer
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Expert automobile (profession réglementée)
Catégories de données traitées	Nom, prénom, décision judiciaire, adresse, coordonnées, infractions
Catégories de destinataires	Agents de la DSR
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Toute la durée d'exercice des fonctions de l'expert
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-18 : Simplimmat

Finalités	Faciliter l'émission du certificat d'immatriculation à l'occasion d'une transaction
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Particuliers acheteurs, vendeurs et co-titulaire(s) d'un véhicule d'occasion
Catégories de données traitées	Nom, Prénom, Date et lieu de naissance, Adresse postale, Immatriculation, Données techniques du véhicule, Date, heure et lieu de la cession, Numéro de formule (Numéro du CIV), Kilométrage du véhicule, Situation administrative du véhicule, Contrôle Technique (CT) du véhicule, Les photos prises par l'application, titre d'identité, certification d'immatriculation CIV et JUDO, Numéro de téléphone, validité du titre d'identité présenté (DOCVERIF), Horodatage des actions utilisateurs dans le contexte de la cession et immatriculation, Certificat Provisoire d'Immatriculation (CPI), Certificat de cession
Catégories de destinataires	Agents de la DSR, de l'ANTS, sous-traitants
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée des données des usagers : si opération non finalisée, jusqu'à la suppression du compte par l'utilisateur (ou par un agent du CCC de l'ANTS) ; Si opération finalisée : 5 ans CPI : 2 mois après le changement de titulaire Certificat de cession : Jusqu'à la suppression de l'application par l'utilisateur ou jusqu'à la suppression du compte par l'utilisateur (ou par un agent du CCC)

	Identifiants techniques : Simplmmat conserve ces données durant le temps de vie du compte utilisateur.
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	12/04/2024

Activité n°6-19 : PaLyMa

Finalités	Connexion au SIV pour les communes de Paris, Lyon et Marseille
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	
Catégories de personnes concernées	Détenteurs de véhicules mis en circulation sur la voie publique
Catégories de données traitées	Données d'État civil et d'identification (domicile, immatriculation du véhicule)
Catégories de destinataires	Personnes et autorités mentionnées aux articles L. 330-2 à L. 330-5 du code de la route
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	5 ans à compter : <ul style="list-style-type: none"> - de la date de la destruction physique du véhicule - du retrait ou de la résiliation de l'habilitation 3 mois à compter de la date de la cession déclarée par le vendeur pour la donnée relative au code de cession
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-20 : SI TE (transports exceptionnels)

Finalités	Téléprocédure de déclaration et d'instruction des autorisations de transports exceptionnels
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	R. 433-1 à R. 433-6, R. 433-8 et R. 433-17 du code de la route
Catégories de personnes concernées	Transporteurs routiers, levageurs et leurs mandataires
Catégories de données traitées	Données d'État civil (nom et prénom des pétitionnaires, adresse de l'entreprise), SIREN, immatriculation, itinéraire (date et heure)
Catégories de destinataires	Transporteurs routiers et levageurs, services de l'État et établissement public d'État (Cerema)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	3 ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation de transports exceptionnels
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	11/04/2024

Activité n°6-21 : SSO SI TE

Finalités	Authentifier les accédants au SI TE
Bases de licéité	
RGPD	Oui Mission d'intérêt public, article 6(1e) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	R. 433-1 à R. 433-6, R. 433-8 et R. 433-17 du code de la route
Catégories de personnes concernées	Transporteurs routiers, levageurs et leurs mandataires
Catégories de données traitées	Nom Prénom Mail
Catégories de destinataires	Transporteurs routiers et levageurs, services de l'État et établissement public d'État (Cerema)
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	3 ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation de transports exceptionnels
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	08/02/2024

Activité n°6-22 : Annuaire du CNSR

Finalités	Assurer le fonctionnement (convocation aux réunions, envoi de documentation) du Conseil national de la sécurité routière (CNSR), en particulier la gestion des membres titulaires et suppléants du collège
Bases de licéité	
RGPD	Oui Intérêt légitime, article 6(1f) du RGPD
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'État)	Non
Fondements juridiques	Décret n°2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière.
Catégories de personnes concernées	Membres du CNSR titulaires et suppléants
Catégories de données traitées	1/ structure : institution-organisme-entreprise-association Dénomination exacte, Statut juridique, Adresse postale 2/ renseignements individuels : Nom, Prénom, Date de naissance, Adresse postale, Adresse mail, Téléphone fixe, Téléphone portable, Fonctions dans la structure, Autres fonctions, mandats ou activités déclarés
Catégories de destinataires	Président du CNSR, Secrétaire permanent du CNSR et agents de la DSR chargés d'assister le secrétaire permanent
Existence de transferts de données hors UE	Non
Durée de conservation prévue	Durée de la mandature du CNSR soit 3 ans
Mesures de sécurité	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information du MIOM.
Date de dernière mise à jour	27/03/2024